

Paradoxes de l'OEA



Par: Guillermo Alvarado

Une étude académique indépendante a démontré que le rapport de l'Organisation des États Américains OEA, sur une présumée fraude aux élections en Bolivie d'octobre de l'année dernière contient des données incorrectes et qu'il se base sur des méthodes statistiques inappropriées.

Auparavant, des chercheurs de l'Institut Technologique du Massachusetts, aux États-Unis, avaient mis en cause la validité des rapports de cette organisation continentale que l'on appelle à juste titre « ministère des colonies des États-Unis ».

Les informations de l'OEA ont servi d'excuse à la droite et à l'armée pour perpétrer un sanglant coup d'état contre le président Evo Morales et mettre en pratique un programme de persécution, d'arrestations arbitraires et d'exécutions extrajudiciaires contre des membres du Mouvement vers le Socialisme.

La nouvelle étude a été faite par l'experte en politique latino-américaine de l'Université de Pennsylvanie, Dorothy Cronick; par l'économiste Francisco Rodríguez; et par le spécialiste en méthodes statistiques avancées, Nicolás Idrobo.

Rodríguez a signalé que quand on corrige les problèmes statistiques, les résultats de l'OEA disparaissent et il n'y a pas d'évidence de fraude.

Après avoir connu le document, le Groupe de Puebla a exigé à l'organisation qu'elle déclare valables les élections présidentielles de Bolivie et qu'Evo Morales soit réinstallé au pouvoir.

Ce ne sont pas les seules pressions qui s'exercent sur cette entité discréditée car de nombreuses voix lui demandent des comptes pour son silence face à l'assassinat de Goerge Floyd afro-descendant nord-américain assassiné par un policier blanc ainsi que face à la répression violente contre les manifestations organisées contre ce crime.

À part un communiqué timide conjoint avec l'ONU critiquant les pressions contre des journalistes qui couvraient les manifestations, jusqu'à présent l'OEA a gardé un silence révoltant au sujet de ce qui se passe aux États-Unis.

On n'a pas entendu Luis Almagro exigeant ni l'application de la Charte Démocratique contre Washington ni l'organisation d'une intervention humanitaire pour protéger le peuple étasunien.

Il n'a même pas convoqué une réunion urgente pour analyser les violations des garanties fondamentales commises par le gouvernement de Donald Trump, qui a menacé de sortir l'armée des casernes pour attaquer ses propres citoyens.

Almagro ne mordra pas la main qui le nourrit, du moins pendant qu'on ne lui lancera pas l'assiette avec les aliments. . Après, qui sait ?

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/225736-paradoxes-de-loea>



Radio Habana Cuba